



**Syndicat National Unitaire de
l'Enseignement Professionnel**

Section Académique de Besançon

4B rue Léonard de Vinci - 25000 Besançon

Téléphone : 06-81-33-08-45

E-mail : snuepbesancon@gmail.com

Lettre à Madame Najat VALLAUT-BELKACEM, Ministre de l'Education Nationale

Besançon, le 19 Novembre 2014

Madame la Ministre,

Les lycées professionnels sont victimes de nombreuses attaques et d'une image négative totalement injustifiée. Les Professeurs des Lycées Professionnels espéraient un Changement qui n'est jamais arrivé, malgré les ministres qui se sont succédé depuis deux ans... Instauré sous l'ère Sarkozy, le bac pro 3 ans, qui dévalorise les diplômes et alourdit considérablement la tâche des enseignants, a été conforté. De même, une énième relance de l'apprentissage, conjuguée au mixage des publics et des parcours, atteste de la méconnaissance des lycées professionnels et de leur possibilité de faire réussir les jeunes, même en difficulté. Ils forment ces jeunes afin d'en faire, non seulement de futurs professionnels compétents, mais aussi des individus responsables et épanouis. Toutes ces attaques ont fait fondre les lycées professionnels et le corps des PLP s'est réduit de 20% en 9 ans pour l'académie de Besançon. Les suppressions de postes et les mauvaises conditions d'exercice des TZR renforcent encore le malaise d'enseignants qui se sentaient déjà méprisés, incompris, abandonnés par l'Institution et en difficulté face des conditions d'exercice toujours plus difficiles et des demandes contradictoires.

Dans l'académie de Besançon, les lycées professionnels sont également victimes des attaques de la Région Franche-Comté.

En effet, celle-ci, sous prétexte de réaliser des économies, a voté le 27 juin dernier un « Plan Lycées » qui « libèrent » 3 lycées professionnels : le LP Diderot de Bavilliers, le LP Monjoux de Besançon et le LP Le Corbusier de Lons-le-Saunier. Il ne s'agit pas, a priori, de supprimer des formations, mais seulement de les transférer sur les sites d'autres établissements des villes impactées.

Toutefois, les fusions précédentes se sont toujours soldées par des disparitions de filières et il serait illusoire d'imaginer qu'il en sera autrement. D'ailleurs, dès le mois d'octobre, la Région a déjà annoncé qu'elle souhaitait déplacer la formation de menuiserie du LP Le Corbusier de Lons-le-Saunier à Mouchard où existe un lycée du bois, les deux établissements étant distants de 50 kilomètres, ce qui est totalement dissuasif pour des élèves de CAP très peu mobiles... Les collègues du LP Montjoux s'inquiètent, eux aussi, pour leur formation décolletage qui nécessite des machines imposantes qu'aucun établissement bisontin ne peut accueillir.

Par ailleurs, ces établissements « libérés » comptent tous des 3èmes Prépa Pro. Ces classes sont un maillon indispensable de la formation en lycée professionnel puisqu'elles permettent à des jeunes en difficulté scolaire de choisir un avenir professionnel et de

reprendre pied dans les études. Même si cette dernière mouture n'est pas la plus adaptée, puisque les élèves devraient bénéficier de plus de semaines de stage et d'heures de formation professionnelle, ainsi que de programmes réellement aménagés, elle est néanmoins bien meilleure que de laisser des élèves en difficulté dans les classes déjà surchargées des collèges où ils décrochent totalement. D'ailleurs, le fait d'être intégrés dans les lycées professionnels leur permet de découvrir des métiers et de goûter à la pratique professionnelle, ce qui les réconcilie avec l'école. Or, ces classes de troisièmes risquent de disparaître lors des transferts des lycées car au sein de grands LPO, ces élèves ne bénéficieraient plus des conditions d'accueil à taille humaine qu'offrent les lycées professionnels.

Il est également important de signaler que si les élus ont voté des fermetures de lycées, ils n'ont absolument pas réfléchi en amont sur les possibilités de déplacement des formations. Aujourd'hui encore, alors que les fermetures sont actées et que des fusions d'établissements ont été décidées par le Recteur, ils n'ont toujours pas de solution et étudient seulement la faisabilité d'éventuels transferts.

Cette absence totale de préparation et le manque de dialogue de la Région comme du Rectorat avec les collègues des LP impactés, mais aussi avec les organisations syndicales, renforcent les craintes et le malaise de la profession. Ces non-dits suscitent également toutes les rumeurs et crée un climat de craintes chez les élèves qu'il est difficile de rassurer puisque personne ne sait rien... Bien évidemment, pour ces établissements, les recrutements seront difficiles, quand bien même les formations ne devaient pas fermer... Ce sera une bonne occasion pour les supprimer, ce qui permettra au Recteur de rendre des postes plus facilement encore, et à la Région, de reconstruire moins d'ateliers que prévus !

Madame la Ministre, cette politique est totalement aberrante et irresponsable !

A l'heure d'un chômage de masse et de difficulté d'insertion des jeunes, est-il responsable de se priver d'outils de formation performants, en lien avec les professionnels, bien équipés, dont les équipes sont soudées et investies, qui forment les jeunes dont les entreprises ont besoin ?

A l'heure du décrochage et de la déshérence de nombreux jeunes, est-il responsable de vouloir pousser l'essentiel de la jeunesse vers le lycée général et de confier la formation professionnelle aux seules entreprises via l'alternance, alors que les lycées professionnels et la voie scolaire sont les seuls à pouvoir donner les bases à des jeunes en difficulté, à les former de façon globale afin qu'ils deviennent des citoyens et des adultes responsables et à les mener sur le chemin de la réussite ?

A l'heure de la perte de repères, du manque de confiance dans nos politiques, est-il responsable d'ignorer et de mépriser ceux qui ont la charge de la jeunesse, qui croyaient en leur mission et devaient inculquer des valeurs républicaines et humanistes à une jeunesse qui en a particulièrement besoin ? Car finalement, ce désintérêt pour les enseignants et les équipes éducatives leur fait perdre la confiance qu'ils avaient en l'Ecole et la République. Comment ces personnels désabusés pourront-ils former sereinement des jeunes et leur donner envie de croire en l'avenir, en nos dirigeants et en notre pays, dans de telles conditions ?...

Nous, Professeurs de lycées professionnels, comprenons parfaitement les soucis d'économie actuels. Toutefois, est-il responsable, Madame la Ministre, de réaliser des économies aujourd'hui pour constituer les dettes demain ?! C'est la jeunesse qui en ferait doublement les frais !

Parce que les lycées professionnels sont un maillon essentiel de la réussite de tous les élèves, nous faisons appel à vous pour stopper ce Plan Lycées franc-comtois et entamer une véritable réflexion sur la formation professionnelle et les spécificités des lycées professionnels et de la voie professionnelle sous statut scolaire. Une politique réellement ambitieuse pour l'Ecole ne peut les négliger.

Une politique responsable donnerait à tous les jeunes la possibilité de réussir. Tous n'ont pas les capacités de poursuivre dans la filière générale ou ont besoin de « tremplin » pour le faire. La voie de l'alternance, si elle est efficace pour les niveaux post-bac, est en échec lorsqu'il s'agit de former des jeunes de 15 ans, d'autant plus lorsqu'ils sont en difficulté scolaire ou en perte de repères. Les patrons refusent d'ailleurs d'embaucher ces jeunes trop immatures et sans aucune formation professionnelle préalable. Les lycées professionnels scolarisent une part importante de jeunes en difficulté scolaire, mais aussi de milieux défavorisés. Pour cette jeunesse fragile, ils sont le meilleur moyen de réussite et d'intégration.

Une politique humaine éviterait de casser les jeunes en difficulté. Pousser les collégiens vers la filière générale lorsqu'ils n'ont pas les aptitudes, les acquis ou l'envie pour le faire, les conduit vers l'échec, le décrochage et des difficultés pour s'intégrer dans la vie professionnelle. Mais surtout, cela les dévalorise et leur donne une image négative d'eux-mêmes et de l'Ecole et la République qui n'ont pas su s'occuper d'eux et ne les ont pas pris en compte. Au lieu de vouloir mener tous les jeunes au baccalauréat général, quitte à créer des formations ou pseudos formations pour récupérer ensuite quelques décrocheurs pour se donner bonne conscience, ne serait-il pas plus humain de favoriser le passage de plus de jeunes en filière professionnelle ?

Une politique efficace conforterait la voie professionnelle en valorisant cette filière, en créant des diplômes professionnels, en revalorisant les diplômes et en donnant de bonnes conditions de travail et d'apprentissage aux enseignants et aux élèves. Une telle politique lutterait contre l'échec scolaire, le décrochage, le chômage des jeunes, la déshérence, la perte de repères, le communautarisme et le repli sur soi, le manque de civisme et de responsabilité, la délinquance ou le mal-être et la mésestime de soi, que tous les précédents éléments favorisent.

Les lycées professionnels ne font pas de miracle mais mériteraient réellement qu'on s'intéresse à eux. Ils sont utiles à la société et à la République et pourraient l'être davantage si on leur en donnait les moyens.

Madame la Ministre, si vous souhaitez réellement refonder l'Ecole et tout mettre en œuvre pour la réussite de tous et toutes, n'oubliez pas la formation professionnelle sous statut scolaire.

Soutenez les lycées professionnels et évitez les dérives du Plan Lycées de Franche-Comté.

Nous vous remercions, Madame la Ministre, de l'attention que vous porterez à notre lettre et vous prions de croire en l'assurance de nos salutations respectueuses, de notre dévouement au service de nos élèves et notre attachement à un service public et laïque de formation professionnelle initiale sous statut scolaire qui garantit à tous une égalité des chances et l'accès à une formation qualifiante reconnue.

Virginie BOUVOT,
Co-Secrétaire académique du SNUEP-FSU,
Pour la section du SNUEP-FSU de l'académie de Besançon